

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations économiques entre la France et la Turquie, à Istanbul le 28 janvier 2014.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Messieurs les Présidents qui avaient organisé cette manifestation, ce forum économique, C'est une grande joie d'être ici réunis, chefs d'entreprise turcs, chefs d'entreprise français, vous avez pris l'habitude de travailler ensemble, parfois, il y a pu avoir des suspensions ou des temps morts, mais l'idée qui vous réunissait était la seule qui convenait. Rapprocher nos peuples, nos pays, nos économies et favoriser la croissance et l'emploi.

Monsieur le Président, vous avez bien voulu dire que cette visite, celle que j'effectue depuis hier en Turquie, est exceptionnelle. Si elle est exceptionnelle, ce n'est pas pour le temps qu'il a fallu pour la rendre possible, 22 ans après celle de François MITTERRAND. Non, si elle est exceptionnelle, c'est parce que nous avons ouvert une nouvelle étape de notre relation politique, mais également que nous avons voulu faire franchir un nouveau cap à nos relations économiques. C'est le sens de notre présence.

D'abord, la France regarde la Turquie avec admiration pour le travail remarquable qui y a été mené depuis des années. Je parle de ce qu'est devenue la Turquie en dix ans, la 17ème puissance économique du monde. En dix ans, les échanges commerciaux entre la Turquie et le reste du monde ont été multipliés par trois.

Comment expliquer cette réussite ? D'abord il y a le lien qui s'est établi entre la Turquie et l'Europe à travers l'union douanière. Vous êtes dans l'Europe, vous n'êtes pas encore dans ce que l'on appelle l'Union européenne, mais vous êtes dans l'Europe. Vous avez largement bénéficié de cette ouverture des marchés.

Ensuite, la seconde raison qui explique ce formidable développement depuis plus d'une décennie, c'est la force de votre industrie. Elle représente à peu près le quart de la richesse de la Turquie, 20% des emplois. Pour nous, c'est un principe établi, il n'y a pas d'économie prospère sans une industrie forte. Les pays qui, hélas, ont vu la part de l'industrie décroître, diminuer, ont été les premiers à être touchés par la crise et par le chômage.

Nous avons donc un devoir, la Turquie comme la France, c'est de rester des Nations compétitives et, vous, vous avez fait des réformes qui vous ont permis d'être aujourd'hui pleinement dans la mondialisation. Vous avez des points forts : l'automobile, le textile. Mais vous avez également de nouvelles perspectives dans des secteurs, j'y reviendrai, comme l'énergie, les transports et les technologies de l'information.

Quelles sont les relations entre la Turquie et la France ? Elles sont depuis longtemps établies. Vous en avez rappelé l'origine, il y a plus de cinq siècles, il y a des relations culturelles, j'étais tout à l'heure à l'université de Galatasaray. Il y a des relations commerciales, sûrement et nous ne partons pas de rien puisque nos échanges représentent 12 milliards d'euros et que 450 entreprises françaises sont installées en Turquie, représentant à peu près 10 milliards d'euros d'investissement en stocks et plus de 100 000 emplois directs et indirects.

C'est déjà significatif, mais quand je regarde l'évolution depuis dix ans, c'est-à-dire au moment même où la Turquie connaissait des taux de croissance impressionnants, pendant dix ans la France n'a cessé de perdre des parts de marché en Turquie. Vous l'avez relevé, Monsieur le Président, avec délicatesse, élégance, politesse mais vous l'avez relevé

Président, avec délicatesse, élégance, politesse mais vous l'avez relevé.

Je ne peux pas admettre que la France, qui représentait en 2002 6% des parts de marché en Turquie, soit tombée à 3% en 2012. Alors, il y a des raisons politiques, juridiques, les visas, mais il y a d'autres raisons qui tiennent au fait que nous n'avons pas suffisamment porté ce courant d'échanges. C'est mon devoir aujourd'hui de le faire à travers cette visite et vous y avez répondu. D'ailleurs, depuis près de deux ans, le climat a déjà un peu changé. Je parle du climat politique, pas du climat en général, parce que nous avons voulu rétablir un niveau de confiance, nous ne sommes pas d'accord sur tout, bien sûr, mais nous avons voulu nous mettre dans une bonne démarche, celle de la confiance.

Dès 2012, et cela s'est confirmé en 2013, de grands groupes français comme AEROPORTS DE PARIS, ESSILOR, YVES ROCHER, GEMALTO ont choisi de s'implanter en Turquie, et je les en remercie, avec des acquisitions directes ou de nouveaux investissements.

En 2013, plus de 15 milliards d'euros de contrats ont été conclus, avant même ma visite. C'est vous dire ce que cela va être après la visite. Enfin, c'est ce dont nous avons convenu avec le Président puisque nous voulons que nos échanges commerciaux représentent 20 milliards d'euros.

A un moment, il y a eu le problème de savoir dans quelle monnaie nous devions nous prononcer mais vous avez choisi : l'euro. Vous avez bien fait. Nous avons donc cet objectif : 20 milliards d'euros d'échanges commerciaux.

Encore faut-il aussi que nous y associons toutes les entreprises. J'ai emmené avec ma délégation des entreprises de toutes tailles, des grandes, des moyennes et des petites, parce que c'est ce qui fait la force d'une économie d'avoir de grands groupes qui sont capables d'être sur les marchés mondiaux, avec une technologie exceptionnelle et nous en disposons de ces grands groupes ici représentés.

Nous avons besoin d'entreprises de tailles intermédiaires qui sont exportatrices avec une qualité de main-d'œuvre et un niveau d'innovation qui leur permettent de conquérir des marchés. Elles sont là.

Puis nous avons besoin de petites et moyennes entreprises pour les accompagner justement sur les marchés et notamment, ici, en Turquie. Nous avons marqué, je pense, à travers ce forum, une nouvelle étape. Des accords ont été signés, je pense à celui entre GDF SUEZ et l'EMRA pour un projet de construction d'une centrale électrique, mais aussi aux nombreux contrats que nous avons conclus dans les domaines du transport et de l'énergie.

Mais, je pense que nous devons nous donner des objectifs précis.

Le premier, nous avons parlé aussi bien avec le Président GÜL qu'avec le Premier ministre ERDOGAN, c'est dans le domaine de l'énergie. La Turquie et la France ont un point commun. Nous sommes deux pays qui n'avons pas de pétrole, mais qui avons aussi fait le choix de diversifier nos sources d'énergie avec une particularité géographique pour la Turquie, c'est qu'elle peut être, comme elle l'est sur le plan culturel, mais elle l'est aussi sur le plan économique, un carrefour, ou plus exactement, une zone de passages.

Nous devons donc investir dans l'énergie nucléaire. C'est ce que vous avez fait comme choix, avec notre partenaire japonais, et également dans toutes les nouvelles sources d'énergie : le renouvelable, mais aussi le gaz. Je me félicite de tous ces contrats, notamment concernant ATMEA, c'est-à-dire le nouveau réacteur, parce que ce sera une expérience qui pourra bénéficier à d'autres pays.

J'ai voulu que le commissariat à l'énergie atomique détache à Ankara un conseiller pour faciliter la mise en place de notre coopération en matière d'énergie civile. De la même manière, UBIFRANCE organisera, dès cette année, un forum spécialisé pour permettre aux PME de la filière nucléaire française de nouer des partenariats avec leurs homologues turcs.

J'ai évoqué le renouvelable, où, dans le domaine qui nous est commun de l'environnement, nous devons partager nos expériences. Dans le secteur des transports, la relation entre la France et la Turquie est très ancienne puisqu'elle a été symbolisée par un train, qui est resté dans toutes les mémoires, c'était L'Orient Express, de 1883 à 1977, qui partait de la Gare de l'Est, à Paris, et qui arrivait à Istanbul.

L'objectif de ce train était de prendre le plus de temps possible. On a changé le modèle, maintenant, nous ne faisons plus des trains de nuits très lents, nous faisons des trains à grande vitesse. La Turquie va créer 10 000 kilomètres de lignes à grande vitesse, et nous avons choisi de répondre à tous les appels que vous pourriez lancer. ALSTOM a décidé de s'implanter en Turquie pour en faire sa plateforme régionale.

Dans le transport également, les véhicules terrestres, RENAULT a décidé d'investir depuis longtemps dans une usine de moteurs électriques, et joue parfaitement le jeu que vous attendez d'une grande entreprise française, c'est-à-dire le partage des technologies et de l'innovation.

Dans le domaine de l'aéronautique, vous avez, avec TURKISH AIRLINES, une grande compagnie qui a acheté des avions produits par AIRBUS. C'est le signe de votre engagement européen. Une partie des avions A350, A380 d'AIRBUS sont d'ailleurs produits ici, en Turquie par TURKISH AEROSPACE INDUSTRIES.

THALES, qui a obtenu de nombreux contrats, satellites civils comme militaires, vient de livrer à TURKISH AEROSPACE INDUSTRIES un centre de contrôle de satellites, aussi moderne que celui qu'il a réalisé en France.

Nous voulons également coopérer davantage dans le domaine de la défense. Nous avons commencé de le faire avec l'avion A400M, dont la Turquie est un des principaux partenaires industriels. Cela peut être le point de départ d'une industrie de la défense, que nous pouvons mettre en commun.

Le point essentiel que je voulais évoquer, c'est le choix de l'innovation et de la technologie. Nous devons regarder non pas l'industrie d'hier, mais celle de demain. Si nous pouvons apporter à l'économie turque une part plus importante de technologies et d'innovation, nous y sommes prêts. Mais nous sommes également conscients que nous devons inventer ensemble un certain nombre de produits industriels que nous pourrions aller porter sur les marchés extérieurs. C'est ce qu'indiquait le Président, parce que nous avons la capacité au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique, au Maghreb, de porter ensemble un certain nombre de technologies.

Je sais que beaucoup d'entreprises turques commencent à regarder le marché français. Ce matin, j'en rencontrais quelques-unes et je leur lançais un appel : « venez investir en France ». Parce que nous avons aussi toutes les capacités pour vous accueillir, pour vous permettre de créer de la richesse et des emplois. Il y a une communauté turque qui existe en France, qui d'ailleurs maintenant est devenue française, et qui peut également vous rassurer sur la manière avec laquelle nous pouvons accueillir des investisseurs turcs.

Mais il y a la question qui a été posée des restrictions, des visas et ce n'est pas le seul pays où ce problème se pose. J'ai donc donné, avec le ministre des Affaires étrangères, toutes les instructions pour que les chefs d'entreprise, les créateurs, les innovateurs turcs qui veulent venir en France puissent pouvoir le faire en toute tranquillité, en toute sécurité. Toutes les facilités seront données.

Je recevrai bientôt les entreprises qui ont des investissements en France et qui ont leurs sièges sociaux dans tous les pays du monde. Je serais heureux, s'il y avait parmi ces entreprises des représentants de sièges sociaux turcs. Je sais que deux ont déjà répondu à l'appel.

Nous devons donc croiser nos investissements, bâtir des alliances, être capables de porter ensemble des technologies vers les marchés extérieurs.

Je veux terminer pour saluer votre engagement pour les réformes. Ces réformes sont indispensables. Il y a des réformes économiques, nous devons tous en faire, la France en engage en ce moment même, parce que si nous voulons avoir un niveau de croissance élevé, être compétitifs, créer des emplois, baisser le chômage, nous devons faire en sorte que, à ce moment-là, nos entreprises puissent avoir toute possibilité pour agir, dans le respect, bien sûr, des droits des salariés, des travailleurs. Mais avoir la capacité et le soutien indispensables, c'est la condition de la croissance, ce sont les réformes économiques.

Elles appellent aussi la simplification dans les procédures, le dialogue social, des contreparties qui peuvent être demandées, et c'est légitime, enfin des investissements, une attractivité pour que nos territoires puissent accueillir des entreprises de par le monde.

Mais les réformes, ce ne sont pas que des réformes structurelles pour l'économie, ce sont aussi des réformes démocratiques.

C'est pourquoi, vous regardez aussi vers l'Europe. Il m'a été plusieurs fois dit combien les Turcs voulaient que les négociations avancent plus vite, même si on ne peut pas en connaître l'issue. J'ai dit que la France était prête à ouvrir des chapitres, notamment sur la séparation des pouvoirs, les libertés fondamentales, les garanties juridiques, parce que ce sera bon pour la Turquie et bon pour l'Europe. Parce que nous portons des valeurs, et nous devons les faire respecter partout, et donc là-dessus, sachez bien que l'appui de la France vous sera donné. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprise, il n'y a de relations politiques que s'il y a la confiance. Il n'y a d'économie prospère que s'il y a la confiance. Nous avons une grande histoire chacun de nos pays. Mais l'influence que nous avons, et je pense à celle que la France doit avoir par le monde, dépend aussi beaucoup de notre force économique. Il n'y a pas de puissance politique sans qu'il y ait de puissance économique.

C'est pourquoi nous devons avoir cette ambition industrielle, productive. C'est celle que nous avons en France, c'est celle que vous portez en Turquie, et c'est pourquoi il était important d'ouvrir une nouvelle étape de notre longue relation qui devient je le crois une amitié sincère. Merci.